

## Sommet international dimanche en Egypte pour une trêve durable à Gaza

**LE CAIRE (AFP) - L'Egypte sera l'hôte dimanche d'un sommet international destiné à appeler à une trêve durable dans la bande de Gaza alors qu'Israël devait décréter un cessez-le-feu unilatéral.**



Hosni Mubarak le 18 novembre 2008 à New Delhi (© AFP/Archives - Findlay Kember)

A l'invitation du président Hosni Mubarak, promoteur du seul plan en faveur d'une trêve négociée, encore introuvable, va se tenir à Charm el-Cheikh, sur la mer rouge, en présence du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie, et la Turquie ainsi que de la Jordanie, ont été invités, et beaucoup ont confirmé leur venue.

Manifestement irrité par la décision israélienne, le président Mubarak garde espoir de conclure une trêve entre Israël et le Hamas, assortie d'engagements et de garanties pour éviter le retour de la violence.

Depuis son lancement, le 27 décembre, l'opération "Plomb durcie" lancée, selon Jérusalem, pour mettre fin aux tirs de roquettes du mouvement islamiste Hamas, a coûté la vie à plus de 1.200 Palestiniens.

Co-présidé par le président français Nicolas Sarkozy, auprès duquel le président Mubarak avait annoncé son plan il y a dix jours, le sommet aura lieu dans l'après-midi.

Après avoir un temps hésité, selon une source diplomatique, la chancelière allemande Angela Merkel a fait savoir qu'elle se rendrait à Charm-el Cheikh.

Selon l'Elysée, le Premier ministre britannique Gordon Brown, sera aussi là, mais Londres n'a pas encore confirmé, indiquant examiner encore samedi soir cette proposition.

Le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero et le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi sont aussi attendus dans la cité balnéaire où l'Egypte organise ses sommets.

Seul pays arabe avec l'Egypte à avoir reconnu Israël, et à se rendre au sommet, la Jordanie sera représentée par le roi Abdallah II. Le président turc Abdullah Gul sera aussi présent.

Mme Merkel et M. Sarkozy ont annoncé, chacun de leur côté, qu'ils se rendraient après ce sommet en Israël pour rencontrer le Premier ministre israélien Ehud Olmert. M. Berlusconi s'y rendra aussi, selon une source diplomatique.

M. Mubarak lui gagnera le Koweït pour un sommet arabe lundi sur Gaza qui s'annonce tendu en raison du clivage entre les "modérés", comme l'Egypte, et les pays pro-Hamas comme la Syrie ou le Qatar.

"Il s'agira de féliciter M. Mubarak pour tous ses efforts, et l'encourager à les poursuivre, alors que seule l'Egypte peut parler à Israël et au Hamas", a indiqué un diplomate de haut rang d'un pays européen du sud.

Juste avant une réunion décisive du cabinet israélien, le président Hosni Mubarak avait appelé samedi Israël à cesser "immédiatement et sans conditions" son opération meurtrière, et à retirer ses troupes de l'enclave palestinienne.

Dans une allocution télévisée, il a exhorté, de manière solennelle, les deux parties, sans nommer le Hamas, à avoir "des positions responsables" pour mettre fin "aux souffrances du peuple de Gaza".

Mais le président Mubarak a souligné que l'Egypte, seule à avoir défini un plan de sortie de crise négociée, "poursuivra ses efforts dès qu'il y aura un cessez-le-feu afin de revenir à la trêve et lever le blocus".

Son plan prévoit, après le cessez-le-feu, qui aurait dû être concerté, la mise au point d'une trêve avec garanties internationales pour éviter le retour à un conflit armé.

L'Egypte a indiqué qu'elle ne s'estimait pas engagée par un accord "sur le sol égyptien" conclu entre Israël et les Etats-Unis pour lutter contre la contrebande d'armes vers la bande de Gaza.

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice et son homologue israélienne Tzipi Livni ont paraphé vendredi un accord pour "assécher" la contrebande d'armes vers Gaza, a dit M. Rice, sans plus de détails.

L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni se sont aussi dit prêts samedi à contribuer à l'éradication de ce trafic, une condition clef avancée par Israël pour stopper son action militaire.